

E - Journal KINSHASA

BIENTOT LE
GOUVERNEMENT
SAMA 2
DES DEMISSION EN
CASCADE
À SUIVRE

Hebdomadaires, 4^e Année, Juillet 2023, Nouvelle série n°216

Nous sommes très présent sur les réseaux sociaux

Nation

13

F. Tshisekedi convoque un forum national sur les droits d'auteur pour se débarrasser de Nyoka Longo



Prolongation **27**

les Léopards battent la Mauritanie par forfait et passent premiers du groupe

Nation

3

DÉCÈS TRAGIQUE DE L'OPPOSANT CHÉRUBIN OKENDE



Echo de l'étranger

10

MACKY SALL DÉSISTE, ALI BONGO FONCE...



Décès

25



Jane Birkin est morte dimanche à l'âge de 76 ans

Retrouvez votre journal sur les réseaux et notre site www.bourna.info chaque week-end

KINSHASA BASCULE DANS LA TERREUR

Jamais la ville de Kinshasa ne s'est aussi mal portée. La joie de vivre qu'elle est censée transmettre en tant que creuset de l'ambiance et de la gaieté s'est aujourd'hui transformée en une grande psychose.

Circuler dans les rues bondées de cette Mégalopole africaine n'est plus aisé depuis que le Kidnapping est devenu routinier sur le réseau routier. Des alertes constamment balancées dans les réseaux sociaux confirment cette triste réalité qui rajoute au chaos dans une ville en perte de ses vrais repères.

En arrière-fond, le trafic d'organes auquel se livreraient des ravisseurs zélés ont exacerbé la terreur et entraîné une panique générale. Mythe ou réalité ? Personne ne sait.

Toutefois, entre les allégations des Kidnappeurs eux-mêmes et le démenti des autorités sur l'existence de ce business macabre, le scepticisme reste toujours de mise.

C'est dans ce contexte de criminalité ambiante, de violence des gangs (Kulunas) et d'enlèvements, que l'opposant Chérubin Okende fut l'objet d'un crime crapuleux. De quoi nourrir des appréhensions quant à la capacité de l'Autorité urbaine à juguler l'insécurité dans la ville.

En pleine année électorale, alors que la capitale congolaise s'apprête à accueillir les 9èmes Jeux de la francophonie, cela fait mauvais effet. Avec des retraits et réductions des délégations, cette fête de la jeunesse francophone risque de se liquéfier pour se réduire en une simple dimension protocolaire, sans réels enjeux.

Tous ces faits impactent négativement sur le processus électoral au point d'alimenter des doutes sur la tenue effective des élections de décembre 2023. Lorsqu'on y ajoute le phénomène Mobondo dans le territoire de Kwamouth, les incursions récurrentes des ADF à l'Est, le contrôle de Bunagana par le M23, les démêlés de la Cour constitutionnelle avec un ancien Premier Ministre etc, la coupe est bien pleine.

En outre, le manque d'engouement des

candidats au portillon des Bureaux de réception et traitement des candidatures (BRTC) est-il prémonitoire à l'éventualité d'un report des élections qui ne dit pas son nom ? Nul ne sait.

En tout état de cause, les Kinois sont appelés à la prudence, à la vigilance et à l'entraide pour se sécuriser mutuellement et protéger les leurs en ces temps difficiles.

JPE.

E-Journal

Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur

Jean Pierre Eale Ikabe

Tél. : 0999947441/0997298314

Directeur de publication délégué

Herman Bangi Bayo

Tél. : 0997298314/0824540759

Equipe de rédaction :

Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo, Mandela Lokondo

Design: Gaims

Infographie : Sacha Eale

Administration : Roger Nsita

Déléguée commerciale : Patience Bidi

Relations publiques : Trésor Empole

e-mail : agencetempslibre@gmail.com

Site web : www.e-journal.com

Siège : avenue du Stade N°1, Quartier Administratif/ Territoire de Kasangulu

Dépôt légal N° 09629571

Représentant espace Schengen

Celio Van NDAYE 0033749299540

DÉCÈS TRAGIQUE DE L'OPPOSANT CHÉRUBIN OKENDE



Le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a reçu, ce vendredi 30 juin à Kinshasa, le premier modèle de la nouvelle carte d'identité nationale délivrée par l'Office national pour l'identification de la population (ONIP). C'était au cours d'une cérémonie organisée à l'esplanade du ministère national de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières.

Soucieux d'octroyer une véritable pièce d'identité sécurisée aux Congolais, le Chef de l'État a donné à l'ONIP les moyens de sa politique pour traduire cette volonté en une réalité tant attendue depuis près de 40 ans. En ce jour de la célébration des 63 ans de l'indépendance de la République démocratique du Congo (RDC), le Président Félix Tshisekedi a reçu cette première carte d'identité en tant que Premier citoyen de la République.

Cette opération a été rendue possible après la publication, par le Premier ministre Sama Lukonde, du décret numéro 22/09 du 02 mars 2022 portant organisation de la mutualisation des activités opérationnelles dans le cadre de l'identification de la population et du recensement général de la population et de l'habitat. Ensuite, le vice-Premier ministre et ministre national de l'intérieur, Peter Kazadi, a à son tour créé une commission ad hoc chargée d'établir le processus d'octroi d'une carte d'identité nationale à la première moitié de l'année 2023.

Depuis 1984, le régime du Maréchal Mobutu avait lancé sans succès le processus de délivrance d'une carte d'identité pour remplacer la carte pour citoyen de couleur verte. Mais cette opération s'était limitée à

quelques zones (communes) de la ville de Kinshasa. C'est ainsi que les Zaïrois (Congolais) ont commencé à utiliser concomitamment plusieurs cartes pour s'identifier : la carte pour citoyen de couleur verte, la carte d'identité de 1984, l'attestation de perte de pièces d'identité, et même la carte d'électeur qui fait encore office de carte provisoire d'identité aujourd'hui.

ANDEMA



Primature Mort du Ministre honoraire Chérubin Okende: À L'ISSUE D'UNE RÉUNION DE SÉCURITÉ, LE GOUVERNEMENT ANNONCE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE



Le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, a convoqué en urgence, ce 13 juillet 2023, une réunion de sécurité, à son cabinet, pour tableur sur le cas de la mort du Député national Chérubin Okende, dont le corps a été retrouvé sans vie dans sa voiture ce matin.

Ont pris part à cette réunion, le Ministre des Droits humains, le ministre de la Communication et Médias, le vice-ministre de l'Intérieur, le Commandant de la 14 région militaire, le général de Brigade Stazin Kazimu, l'administrateur de l'ANR, le DG de la DGM, le Commissaire général adjoint de la PNC en charge des opérations, le Commissaire provincial de la PNC.

Faisant le compte rendu de cette réunion, le Ministre de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, a déclaré ce qui suit devant la presse :

«Nous sommes tous sous le choc, le Président de la République en premier, le Premier Ministre et nous tous membres du Gouvernement, y compris toutes les autorités réunies ici. Sûrement toute la communauté congolaise de voir cet acte ignoble posé contre l'un de nos collègues, il y a quelques mois, à savoir l'honorable Chérubin Okende Senga. Le Premier Ministre a voulu réunir très rapidement tous les responsables des services de sécurité pour faire le point de la situation. Au-delà du message de condamnation

et de condoléance qui a été fait, parce qu'il faut faire diligence pour qu'une enquête minutieuse puisse être faite. Dans cet ordre d'idées, il y a une enquête préliminaire qui a déjà commencé au niveau de la police nationale. Mais, il a été convenu, au niveau de cette réunion, que ça sera une commission d'enquête plus large qui impliquera tous les services. Nous avons convenu que nous allons associer à cette enquête des services étrangers des pays amis pour qu'en toute transparence et très rapidement, nous puissions faire la lumière sur ce crime odieux qui arrive dans un contexte où nous étions déjà sous vigilance.

Vous avez vu que la semaine dernière, il y a eu des bouclages qui ont été faits notamment dans la commune de Bandal. Vous avez vu qu'il y a quelques jours, nous avons fait une communication avec le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé. En effet, il y a visiblement une volonté de semer la psychose lorsqu'on parle de kidnapping ou de trafic d'organes. Nous étions déjà en alerte et les services ont redoublé davantage de vigilance. Il y aura des mesures qui seront annoncées par la police, toujours dans ce cas parce qu'il est hors de question de plonger la ville de Kinshasa dans une quelconque forme de psychose, alors que nous sommes à la veille d'un événement attendu mondialement, à savoir les jeux de la francophonie. Nous avons les élections en fin d'année qui vont arriver. Nous tenons donc à ces engagements et nous allons travailler pour nous assurer que la sécurité est tenue à Kinshasa comme dans tout le pays».

Par rapport à toutes les spéculations qui sont faites sur les circonstances de ce

crime contre un acteur politique de premier plan, de surcroît député national, le porte-parole du Gouvernement se garde de tirer précipitamment une quelconque conclusion et s'en remet aux enquêtes qui s'ouvrent.

« Écoutez, nous, nous sommes le Gouvernement. Il ne serait pas de bon aloi, c'est aujourd'hui que notre collègue est décédé. L'heure est plutôt au recueillement. C'est dans cet ordre d'ailleurs que le Président de la République a annulé une visite qu'il devait faire sur le terrain. Et, le Premier Ministre a réduit au maximum les activités qu'il devait avoir ce jour. Parce qu'il faut observer une pensée pieuse pour celui qui a été des nôtres. On peut diverger sur le plan



de la politique, mais ici, il s'agit d'une vie humaine. C'est aussi le lieu d'interpeller les uns et les autres que ce n'est pas le moment de venir vouloir faire de spéculations. C'est un homme politique, évidemment qui est décédé. Il y aura évidemment des implications politiques, on le comprend. Mais c'est prématuré de vouloir aujourd'hui commencer à se positionner, à faire des déclarations, alors qu'il y a une enquête qui a commencé au niveau de la police et, il y a une enquête pluridisciplinaire qui va commencer, que nous voulons transparente que nous voulons ouvrir à des services étrangers parce qu'il est question d'établir tous les faits. Peut-être faudrait-il attendre la fin de l'enquête pour aller dans ces différentes conclusions.

Nous, nous sommes Gouvernement. Nous allons travailler à rassurer nos populations sur les mesures que nous prenons pour les sécuriser. Les autres font la politique, mais nous, nous veillons sur le pays», a-t-il dit.

En 2018, Chérubin Okende est élu député national de la circonscription de la Lukunga dans la ville de Kinshasa. En avril 2021, il est nommé Ministre des Transports, voies de Communication et de Désenclavement dans le Gouvernement Sama 1, dont il a démissionné. Il est resté porte-parole d'Ensemble pour la République, parti d'opposition cher à Moïse Katumbi jusqu'à sa mort, ce jeudi 13 juillet 2023.

Cellule de communication de la Primature

<< Mobutua fait assassiner mon père >>

CLAUDEL ANDRÉ LUBAYA



ancien secrétaire général du Conseil national de libération (CNL), ex-ministre de la Santé puis de l'Économie, a été torturé puis assassiné par le régime de Mobutu Sese Seko.

Mon père avait été élu député sur la liste du Mouvement national congolais-Lumumba (MNC-L). Il a aussi fondé en 1962, à Luluabourg [ancien nom de Kananga], l'Union démocratique africaine (UDA), qu'il a dirigée jusqu'à son assassinat.

Après avoir passé plusieurs années entre Brazzaville et Stanleyville [actuelle Kisangani], il avait fini par revenir à Kinshasa en 1963 à la faveur de la réconciliation et fait son entrée au gouvernement de Moïse Tshombe.

Le lendemain du coup d'État de novembre 1965, l'Assemblée nationale devait voter une résolution pour légitimer Mobutu. C'est le seul à avoir voté contre. Quand le général Léonard Mulamba, nommé Premier ministre, est venu solliciter l'investi-

À la fin des années 1960, Mobutu Sese Seko ordonnait la liquidation d'André Guillaume Lubaya, un député lumumbiste qui lui tenait tête. Son fils raconte.

Chaque année, le 1er mai, ma famille et moi allons jeter quelques fleurs dans le fleuve Congo, à Ngaliema. C'est là que, depuis cinquante-cinq ans, rôdent ceux que j'appelle les «
fantômes errants >>,

sans croix ni cercueil.

Je n'avais que quelques mois lorsque mon père est mort. Dernier d'une fratrie de sept enfants, je suis né le 27 février 1968 à Kinshasa. Dans la nuit du 1er au 2 mai de la même année, mon père, André Guillaume Lubaya, ancien président du gouvernement provincial du Kasai,

ture de son gouvernement à l'Assemblée, mon père a de nouveau été le seul à refuser. Et ce fut encore le cas quand, en 1966, le nouveau pouvoir décida d'instaurer le parti unique.

Le 1er juin 1966 a lieu la pendaison des « martyrs de la Pentecôte ».

Un ancien Premier ministre et trois membres de son gouvernement sont exécutés sur la place publique. Mobutu l'a fait pour montrer l'exemple. Des amis de mon père lui conseillent alors de s'exiler, convaincus qu'il est la prochaine cible, mais il préfère rester:

il croit à la promesse des militaires de rendre le pouvoir dans un délai de cinq ans.

Il a véritablement compris qu'il y avait un problème lorsqu'il a été débarqué de l'avion qui devait le mener au Kasai: il était en réalité déjà surveillé et interdit de quitter la capitale.

Le 12 avril 1968, il est une nouvelle fois empêché de voyager.

Le lendemain, Mobutu tient un meeting à Luluabourg: il y affirme que des politiciens du Kasai ont tenté de l'assassiner. Il se rend ensuite à Mbuji-Mayi, où la presse lui demande plus d'informations sur ledit complot. Sans le nommer directement, il désigne mon père.

« **UN ANCIEN PREMIER MINISTRE ET TROIS MEMBRES DE SON GOUVERNEMENT SONT EXÉCUTÉS SUR LA PLACE PUBLIQUE. MOBUTU L'A FAIT POUR MONTRER L'EXEMPLE. DES AMIS DE MON PÈRE LUI CONSEILLEN ALORS DE S'EXILER, CONVAINCUS QU'IL EST LA PROCHAINE CIBLE, MAIS IL PRÉFÈRE RESTER: IL CROIT À LA PROMESSE DES MILITAIRES. RENDRE LE POUVOIR...** »

Quelques heures plus tard, mon père quitte précipitamment la résidence familiale et se réfugie à N'Djili chez un ami. Ils seront finalement arrêtés une semaine plus tard et conduits à Ngaliema.

Plus de trente ans après, le colonel Mosambaye Singa Boyenge, qui était alors chef des

renseignements, s'est confessé sur son lit de mort.

Il nous a expliqué avoir mené cette nuit-là mon père et ses compagnons à Mobutu. Le président lui a dit: « Je ne veux plus en entendre parler. » Cela signifiait qu'ils devaient tous être exécutés. C'est mon père qui était visé, mais les autres étaient des témoins gênants.

Ils ont été emmenés sur le champ de tir par un commando. Mon père a demandé à être tué en premier, mais ils ont d'abord fusillé un cousin, lui aussi arrêté, puis l'ami chez qui mon père s'était réfugié, le fils de ce dernier, un autre camarade et enfin mon père. C'est comme ça que leurs corps criblés de balles ont été dépecés, mis dans des sacs-poubelles et jetés dans le fleuve.

Propos recueillis par Jeanne Le Bihan

L'OPPOSANT FRANCK DIONGO LIBÉRÉ



d'enlèvement par les services de sécurité. C'est depuis le lundi 19 juin que l'opposant Franck Diongo est détenu dans les locaux du renseignement militaire. Selon plusieurs sources, Diongo a été arrêté en pleine journée par des agents des services de sécurité pour des raisons inconnues. Et depuis, les autorités ne se sont pas prononcées sur ce cas qui s'ajoute à tant d'autres parmi les opposants, dont celui du Conseiller spécial de Moise Katumbi, Salomon Kalonda accusé de tentative de coup d'Etat.

Ivan Kasongo

Le président du parti politique Mouvement Lumumbiste Progressiste (MLP), Franck Diongo a été libéré ce samedi 15 juillet 2023, a confirmé à ACTUALITE.CD son avocat Me John Omehata. Il a été arrêté

le 19 juin et transféré à la prison militaire de Ndolo le samedi 8 juillet 2023 après une brève audition à l'auditorat militaire de garnison de Gombe. Jusqu'à sa libération,

l'affaire n'était pas encore fixée en audience publique pour connaître l'issue du dossier. Son parti politique, sa famille et ses avocats ont qualifié la détention de Franck Diongo

Ambassade des États-Unis — Le 14 juillet 2023

L'ambassade des États-Unis d'Amérique à Kinshasa effectuera un exercice de sécurité et de responsabilité pour son personnel et d'autres partenaires le 20 juillet 2023. Cet exercice fait partie d'une exigence normale du département d'État des États-Unis pour toutes les missions diplomatiques dans le monde entier, au cours duquel nous testons et révisons régulièrement nos capacités de préparation aux urgences et de réaction.

Les services habituels de la section consulaire seront fermés le 20 juillet 2023. Les personnes qui doivent reprogrammer leurs rendez-vous ont été notifiées. Les heures normales de fonctionnement de la section consulaire et de l'ambassade reprendront le vendredi 21 juillet 2023.

RDC

CONGO GOLD AUTORISÉ À OUVRIR UNE RAFFINERIE D'OR À BUKAVU

Congo Gold, une société minière oeuvrant en République Démocratique du Congo (RDC), dispose d'une autorisation lui permettant d'ouvrir solennellement la raffinerie d'Or de Bukavu dont la fin des travaux est annoncée pour bientôt.

A ce sujet, une rencontre a été organisée le week-end dernier entre la conseillère principale du Premier Ministre en charge du Climat des affaires, Miriam Amena Agito, et la Ministre des Mines, Antoinette Nsamba Kalambayi.

Au cours des échanges, les deux parties ont échangé, entre autres, autour de la date retenue pour l'ouverture de la raffinerie d'or de Bukavu. Il a également été question de l'autorisation d'amorçage de raffinage de l'or. Et la délégation de Congo Gold a reçu le feu-vert de la ministre des Mines.

De ce fait, la production ou le traitement proprement dit de l'or peut déjà débuter au mois de juillet 2023.

La raffinerie de l'or de Bukavu permettra de transformer l'Or brut en lingot. L'usine a la capacité de traiter 200 kg d'or par jour et 2 tonnes le mois, avec une teneur très élevée.

Il faut noter que le projet de l'usine de raffinage d'Or de Bukavu date de 2019. Il s'inscrit dans la philosophie du gouvernement central, de vouloir extraire et traiter les minerais



en RDC afin que les populations puissent en tirer suffisamment profit.

Zoom Eco

RDC: exportation record d'or vers les Émirats arabes unis en seulement six mois

Les autorités de RDC se félicitent d'avoir réussi en six mois à exporter 2 tonnes d'or issu des mines artisanales vers les Émirats arabes unis, avec lesquels le pays est actionnaire d'une société depuis décembre 2022. Un record pour la RDC qui s'est lancée dans la lutte contre la vente illicite de ce minerai. Avec ces résultats, c'est la première fois que les flux financiers pour l'achat et la commercialisation de l'or artisanal sont rapatriés dans le circuit bancaire congolais. Avec notre correspondant à Kinshasa, Pascal Mulegwa

L'or exporté provient des

mines artisanales de la province du Sud-Kivu. La région était une passoire pour les pays voisins comme le Rwanda, selon un rapport des Nations unies. 99% de l'exportation de l'or artisanal s'opérait de manière frauduleuse. En 2022, la RDC n'avait pu exporter que 32 kilos d'or artisanal officiellement.

Joseph Kazibaziba, le directeur général de Primera Gold, la coentreprise qui exporte le minerai, se frotte les mains. Les deux tonnes exportées représentent 80 ans des exportations de la province, affirme-t-il. Mais comment s'assure-t-on que les minerais achetés ne proviennent pas des sites contrôlés par les groupes armés ?

Joseph Kazibaziba, assure que l'entreprise maîtrise parfaitement « les sources et chaînes d'approvisionnement mieux cartographiées et retraçant tous les sites

miniers suivant leurs statuts ». À ce mécanisme, poursuit-il, vient s'ajouter la bancarisation des acteurs de la chaîne d'approvisionnement, principalement des négociants et acheteurs agréés pour une meilleure traçabilité de leurs transactions :

« L'idéal pour la RDC reste de raffiner l'or localement, certifier l'or localement. Mais pour y arriver, on a un long chemin qu'on est en train de faire, parce que l'année passée ou l'année antérieure, l'or congolais ne pouvait pas être vendu sur le marché international. On l'appelait l'or impropre. »

Certaines voix au sein de la société civile estiment que ces mécanismes sont limités. L'État congolais ne détient que 45% du capital social de la Primera Gold, la société née du contrat congolo-émirati. Les 55% restants sont détenus par la société privée Primera Group, pour le compte du gouvernement émirati.

RFI

TROISIÈME MANDAT

MACKY SALL DÉSISTE, ALI BONGO FONCE...



« Mes chers compatriotes, ma décision longuement et mûrement réfléchie est de ne pas être candidat à la prochaine élection du 25 février 2024 ». Ces propos du président sénégalais, Macky Sall, prononcés le lundi 3 juillet au cours d'une intervention télévisée, ont eu le mérite de mettre fin au long suspens entretenu autour de son troisième mandat.

Par ces quelques mots, en effet, le président Macky Sall déroutait les prédictions de tous ceux qui lui prêtaient le funeste dessein de chercher à prolonger indument son bail à la tête de l'État sénégalais.

Le long mutisme qu'il a observé sur ce sujet avait finalement plongé le Sénégal dans l'incertitude avec, à la

clé, de fortes tensions politiques exacerbées par l'interprétation de la Constitution. Si pour les uns, la révision constitutionnelle de 2016 avait eu pour conséquence la remise des compteurs à zéro offrant ainsi la possibilité à Macky Sall de candidater pour la présidentielle de février 2024, pour les autres, cette démarche était simplement illégale. Et pour cause? La Constitution limite désormais à deux le nombre de mandats.

Écartelé entre la pression de ses affidés qui fantasmaient sur son troisième mandat et les exigences constitutionnelles, Macky Sall a simplement choisi la voie de la raison. « J'ai un code d'honneur et un

sens de la responsabilité historique qui me commandent de préserver ma dignité et ma parole », a-t-il indiqué avant de souligner la constance de sa position telle que révélée par ses nombreuses prises de parole.

« J'ai une claire conscience et mémoire de ce que j'ai dit, écrit et répété, ici et ailleurs, c'est-à-dire que le mandat de 2019 était mon second et dernier mandat », a-t-il lancé comme pour mettre fin à toute spéculation.

D'autre part, le président sénégalais

qui, en 2012, avait dénoncé la candidature pour un troisième mandat de son prédécesseur, Abdoulaye Wade, se devait donc d'être logique avec lui-même. Ali Bongo n'est pas Macky Sall...

À l'opposé du Chef d'État sénégalais en passe de quitter le pouvoir dans les prochains mois, son homologue gabonais, Ali Bongo Ondimba, est loin d'y renoncer. Il sera effectivement candidat à sa propre succession à la tête du pays pour l'élection présidentielle prévue le 26 août prochain.



son pays... n'en déplaie à ses détracteurs qui pensent le contraire.

«Ensemble, tous ensemble, unis par la volonté de Dieu, nous gagnerons», clame-t-il, sans fioritures, confiant au Parti démocratique gabonais (PDG) qui, comme toujours, portera à bras le corps sa candidature.

À tout prendre, l'on se retrouve ainsi en face de deux leaders africains, Macky Sall et Ali Bongo, tous deux ayant chacun une conception de la démocratie et de la gestion du pouvoir.

Si pour le Sénégal, il est question de consolider une longue tradition démocratique via le désistement de Macky Sall, au Gabon, par contre, l'on veut voir en la réélection d'Ali Bongo, le signe «d'une démocratie apaisée» qui s'exerce loin des tourments de changements constitutionnels récurrents.

ANDEMA

C'est lors d'un déplacement le 9 juillet à Nkok, à une vingtaine de kilomètres de Libreville, la capitale, qu'il a fait cette annonce qui n'a pas beaucoup ému les gabonais. Ceux-ci y étaient déjà préparés. Le grand ménage qu'il avait récemment effectué autour de lui pour mettre en route sa machine électorale, était prémonitoire à cette décision. De nombreux gabonais voient, d'ores et déjà, Ali Bongo vainqueur d'un scrutin qui ne laissera que des miettes à l'opposition.

« **UN TROISIÈME MANDAT EN PERSPECTIVE DONC POUR LE FILS D'OMAR BONGO, LA CONSTITUTION GABONAISE NE PRÉVOYANT PAS LA LIMITATION DES MANDATS PRÉSIDENTIELS. POUR L'HEURE, IL PART GRAND FAVORI DU SCRUTIN EN FACE D'UNE OPPOSITION EN ORDRE DISPERSÉ TRAÎNANT UNE VINGTAINÉ DE PERSONNALITÉS EN MAL DE GLORIOLE...** »

Un troisième mandat en perspective donc pour le fils d'Omar Bongo, la constitution gabonaise ne prévoyant pas la

limitation des mandats présidentiels. Pour l'heure, il part grand favori du scrutin en face d'une opposition en ordre dispersé traînant une vingtaine de personnalités en mal de gloriole. Âgé de 64 ans, élu pour la première fois

en 2009, puis réélu en 2016 au terme d'un scrutin contesté, Ali Bongo qui a survécu miraculeusement en

2018 à un accident vasculaire cérébral ayant laissé de nombreuses séquelles, croit avoir encore des ressources pour diriger

KATHUNGU FURAHA EN DRAPEAU NATIONAL AU FESPAM



La ministre de la Culture, Arts et Patrimoines a traversé le Pool Malebo pour participer au Festival Panafricain de la Musique. Avec elle une équipe scientifique, la Présidence, la Primature pour défendre la Rumba avec Jeannot Bombenga

JEANNOT BOMBENGA AU FESPAM À BRAZZAVILLE

Le Directeur de Cabinet du ministère de la Culture, Arts et Patrimoines a reçu le doyen des musiciens de la RDC, Jeannot Bombenga 89 ans. Le patron de Vox Africa avec son groupe vont représenter la RDC au Festival Panafricain de Musique.



F. TSHISEKEDI CONVOQUE UN FORUM NATIONAL SUR LES DROITS D'AUTEUR POUR SE DÉBARRASSER DE NYOKA LONGO



Lors du cent troisième Conseil des Ministres, le Président de la République Félix Antoine TSHISEKEDI a, dans sa communication aux membres du gouvernement, exprimé l'engagement de redynamiser le secteur culturel en RDC.

Concernant la SOCODA (Société Congolaise des Droits d'Auteurs et des Droits Voisins), le chef de l'Etat a regretté de constater la persistance des conflits internes entre les opérateurs culturels (dont les

artistes musiciens) dus notamment à la problématique de la gestion collective des droits d'auteurs et droits voisins.

Très préoccupé par la situation misérable des artistes congolais qui sont des ambassadeurs du pays, Félix Tshisekedi a formulé le vœu de convoquer urgemment un Forum National sur la Culture et les droits d'auteurs en RDC. Cette initiative tant attendue est saluée par les créateurs des œuvres de l'esprit et

opérateurs culturels à Kinshasa.

Dans une interview accordée au site panafricain Afrique-info Magazine, le jazzman, Paul Ngoy Le Perc, membre fondateur de l'Asbl "CAC" (Collectif des Artistes et Culturels) a fait savoir que l'initiative du chef de l'Etat a été bien accueillie par les créateurs des œuvres de l'esprit et acteurs du secteur de la culture « C'est vraiment opportun dans la mesure où les artistes ont toujours

voulu que le Président de la République et son gouvernement intervienne et s'impliquent personnellement dans la problématique sur la gestion collective des droits d'auteur en RDC. La convocation de ce forum national a rencontré la demande de la majorité des coopérateurs à la Société Congolaise des Droits d'Auteurs et des Droits voisins (SOCODA).

Nous sommes heureux que le père de la nation s'est saisi du dossier SOCODA qui est secouée par une crise infernale horrible à cause de la mégestion criante, des conflits de leadership et de la malversation financière », a déclaré l'ancien coordonnateur du CAC.

SOCODA a-t-elle failli à sa mission ?

Et d'ajouter : « cette situation divise non seulement les créateurs

des œuvres de l'esprit mais aussi ne contribue pas à l'expansion de société coopérative qui depuis sa création est restée incapable d'accomplir sa mission afin de permettre aux ayants droits de jouir des fruits de leurs créations. Il est temps que la SOCODA puisse fonctionner dans les normes et prenne son envol après une décennie de troubles ».

Pour le Jazzman, ces assises qui seront organisées cette année sous les auspices du Ministère de la Culture, des Arts et Patrimoine, constituent une véritable aubaine pour aider la SOCODA à sortir de la crise qui a perduré. « Forum que nous attendons tous de pied ferme, est aussi un processus inclusif de réconciliation, non seulement entre les membres de cette société, mais aussi avec tous les acteurs qui, par leurs œuvres, contribuent au rayonnement de la culture congolaise dans le monde. On se rappellera qu'en 2021, Mme la ministre de tutelle avait fait une même proposition pour trouver un consensus mais Nyoka

Longo, à l'époque PCA a.i de la SOCODA, s'est opposé à la démarche du ministère pour maintenir la cacophonie que le président décrié aujourd'hui », a-t-il soutenu.

A qui profite le forum ?

Paul Ngoie Le Perc estime que l'organisation de ce forum profitera à tous les artistes en général et aux coopérateurs qui avaient manifesté depuis le 9 février dernier, de voir la société évoluer autrement.

« Nous pensons que ça ne sert à rien de continuer à se battre. L'idéal est de s'aligner derrière l'initiative du chef de l'Etat, en se mettant tout le monde autour d'une table pour parler de nos problèmes réels et avancer. Jusqu'à preuve du contraire, la SOCODA a encore le monopole de gérer les droits d'auteur sur l'ensemble du territoire national alors qu'elle n'a pas même 200 adhérents. C'est vraiment anormal par rapport à l'ancienne SONECA (société nationale des Editeurs, Compositeurs et auteurs), auprès de qu'il a hérité les actifs

et passions, qui avait au moins 3000 membres, sur toute la République », a lancé le Jazzman. Pour lui, il est anormal que la SOCODA perçoive les droits des artistes de toutes disciplines, mais elle ne les répartit qu'après de 200 créateurs.

« Donc, ce forum sera une occasion de bien organiser les choses. Politique de répartition, crises intempestives et désordres après chaque fin mandat d'un conseil d'administration, irrégularité du cycle d'organisation de l'assemblée générale annuelle, problématique des réciprocitys avec d'autres pays qui exploitent les œuvres

congolais, sont des matières à discuter lors de ses assises. C'est aussi une voie qui nous mènera vers la libéralisation du secteur de droit d'auteur en RDC. Cette rencontre sera seulement une occasion d'échanger et d'améliorer beaucoup de choses dans le secteur des droits d'auteur mais aussi une manière pour essayer les larmes des artistes congolais. Donc, cette initiative du chef de l'Etat est une façon de mettre fin à la dictature de Nyoka Longo et son régime à la SOCODA », a conclu Paul Le perc, promoteur du festival Kinshasa Jazz.

**Propos recueillis par
Jordache Diala**



LES ATHLÈTES RWANDAIS SERONT LES GRANDS ABSENTS



À la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) par le biais de son secrétaire général, Louise Mushikiwabo, le Rwanda sera sans doute, le plus grand absent des IX^e Jeux de la Francophonie prévus à Kinshasa du 28 juillet au 6 août 2023.

Comment cela pouvait-il en être autrement lorsqu'on considère que les relations diplomatiques entre la RDC et le Rwanda sont actuellement au point mort ! Le Rwanda qui n'avait pas confirmé sa participation lorsque les candidatures étaient lancées, ne s'est pas empressé d'inscrire ses athlètes à quelque discipline que ce soit. Un fait confirmé plus d'une fois par Isidore Kwandja, le directeur du comité

national de ces jeux (CNJF), non sans une pointe d'amertume.

Alors qu'on se rapproche un peu plus de l'échéance, les relations entre Kinshasa et Kigali se sont détériorées

« **LE RWANDA QUI N'AVAIT PAS CONFIRMÉ SA PARTICIPATION LORSQUE LES CANDIDATURES ÉTAIENT LANCÉES, NE S'EST PAS EMPRESSÉ D'INSCRIRE SES ATHLÈTES À QUELQUE DISCIPLINE QUE CE SOIT. UN FAIT CONFIRMÉ PLUS D'UNE FOIS PAR ISIDORE KWANDJA, LE DIRECTEUR DU COMITÉ NATIONAL DE CES JEUX (CNJF) ...** »

davantage au point de repousser, à bref délai, toute perspective d'arrangement. Lors de sa dernière sortie médiatique au cours de laquelle il s'est prêté aux questions de la population, le Chef de l'État, Félix Tshisekedi, a réitéré le refus de

son pays de dialoguer avec le Rwanda autour de la situation sécuritaire à l'est.

Une prise de position qui en dit long sur les relations tumultueuses entre la RDC et le Rwanda dont les effets sont aujourd'hui ressentis par les

athlètes rwandais obligés, bien malgré eux, de se conformer aux décisions de leurs autorités.

L'environnement politique ne leur étant pas favorable, le désistement était, pour eux, l'unique alternative

dans cette guéguerre diplomatique à laquelle se livrent les deux pays voisins.

À la base de cette situation, la résurgence de la rébellion du M23 dans la province du Nord-Kivu. La RDC accuse le Rwanda et ses «supplétifs» du M23 de vouloir faire main basse sur ses minerais de l'Est. Le M23, pour sa part, affirme réclame des négociations, que Kinshasa refuse, excluant de discuter avec des «terroristes».

À noter que cette activité sportive est censée recevoir près de 3700 athlètes et artistes de l'espace francophone représentant une quarantaine d'États membres.

ANDEMA

Tourisme

LES IMPRESSIONS D'UN VOYAGE : ESCAPADES À POINTE NOIRE



Près de dix ans après mon dernier séjour à Pointe-Noire, je viens de refouler son sol et la ville a considérablement changé tant sur le plan démographique avec plus de 1,1 million d'habitants qu'urbanistique. Depuis le début des années 1980, Pointe-Noire n'a cessé de croître et d'attirer de nouveaux habitants, du fait surtout de l'activité pétrolière de Total (ancien Elf Congo), d'ENI et d'autres groupes pétroliers mais aussi parce que la ville est globalement épargnée par les affrontements consécutifs à la guerre civile du Congo-Brazzaville qui secoue le pays dans les années 1990.

Profitant de mon séjour, je suis passé voir des lieux et sites touristiques célèbres de l'époque,

certains ont pris un coup de vieillesse comme la pâtisserie La citronnelle au centre-ville tandis que d'autres comme les hôtels Azzur et Migitel ont mis la clé sous le paillason. Seul le restaurant Chez Gaspard situé en pleine cité qui tient le coup face à la multitude de restaurants-bars. J'en ai profité pour visiter la plage de la Côte sauvage avec ses vagues éternelles et prendre un casse-croûte au bord de la mer.

Certains souvenirs et histoires de cette ville me sont revenus dans le cadre de la musique congolaise et des célèbres écrivains originaires de ladite ville.

Pointe-Noire a aussi une histoire commune avec la rumba

congolaise car bon nombre d'orchestres de Kinshasa et de Brazzaville des années 50, 60 et 70 venaient y prester. D'ailleurs le Rock'A Mambo de Nino Malapet et Rossignol s'est disloqué en 1961 à Pointe-Noire. Nino Malapet, Papa Noël et Jacky Mambau vont intégrer les Bantous de la capitale et Rossignol et le reste des musiciens vont regagner Kinshasa et c'était la fin de l'orchestre mythique Rock'A Mambo.

C'est à Pointe-Noire lors de la tournée des Grands Maquisards que Ntesa Daliens avait trouvé Jaria et qu'il va épouser et ramener à Kinshasa en lui dédiant la chanson éponyme en guise de leur amour.

On ne peut pas parler de Pointe-Noire sans évoquer également les écrivains célèbres originaires de ladite ville comme le poète Tati Loutard, le poète et dramaturge Tchikaya U Tamsi et l'écrivain Alain Mambanckou. La renommée de ces trois écrivains a franchi les frontières nationales.

D'autre part, la ville de Pointe-Noire

regorge plusieurs sites touristiques qui méritent un détour.

Tourisme

Le tourisme est l'une des attractions de cette ville et de ses sources de revenus avec des sites historiques et touristique ainsi que des hôtels et restaurants.

Le centre-ville compte de nombreux édifices qui rappellent le passé colonial : la Gare CFCO, chef-d'œuvre des années 1930, et d'autres édifices remarquables des années 1930 à 1955, comme la Cathédrale Notre-Dame (architecte Alazard, 1953), la Chambre de Commerce de style Art déco ou encore la Poste Centrale. On peut aussi y trouver un marché central de produits issus de l'artisanat tels que des statuettes, des masques, des peintures, etc. ainsi qu'un marché alimentaire, en particulier de produit issu de la mer, à Tchimbamba

LA PLAGE DE LOANGO

La plage de Loango, lieu de débarquement des premiers missionnaires

catholiques, et la plage de la Pointe-Indienne sont des lieux de détente.

POINTE INDIENNE

Une plage bordée de cocotiers, devenue au fil des ans lieu de villégiature privilégié des expatriés, qui ont construit de telle sorte qu'aujourd'hui l'accès en est rendu difficile.

LAGUNE DE CONKOUATI

Une très belle sortie en canot rapide jusqu'à l'embouchure de la lagune, là où elle se mêle à l'océan, est proposée. Plage de sable et forêt littorale après une navigation d'environ 40 minutes à travers la lagune de Conkouati parsemée d'îles et d'îlots, aux rives bordées de mangrove.

LA NIDIFICATION DES TORTUES

L'une des spécificités du parc est d'être l'un des plus importants centres de nidification au monde de tortues luth et olivâtres. La WCS organise des excursions nocturnes,



à partir de 19h pendant la période de nidification.

LE MAZRA CLUB

Le Mazra Club est un lieu singulier. Le site oscille entre aire de loisirs et de détente – les jeunes ou les amoureux viennent y déjeuner à l'abri des regards – et site écologique protégé pour observer le fonctionnement de la mangrove et son écosystème.

GORGES DE DIOSSO

L'un des sites les plus connus et les plus beaux du Congo : l'érosion des pluies dans la latérite a modelé une succession de grands cirques créant ainsi des gorges à la végétation très dense, h é r i s s é s

sur leurs flancs d'éperons d'un rouge flamboyant en bordure de mer.

MUSÉE DE MALOANGO

A Diosso, voici l'ancien palais du royaume de Loango (M â - L o a n g o), résidence du dernier roi Moe Poaty III, décédé en 1975 Le modeste musée remplit donc la double fonction de lieu historique et de musée ethnologique.

GRAND MARCHÉ
V i s i t e incontournable, le Grand Marché démarre au rond-point Lumumba et s'étend sur sept rues appelées par les jours de la semaine. On y trouve de tout selon un imbroglio coloré déchoppes hétéroclites mais suivant une rigoureuse logique de distribution.

CHEZ GASPARD

Cet temple de la cuisine congolaise en général et ponténégrine en particulier est l'un des restaurants les plus appréciés de la cité. Il est situé sur le 178, rue Moe-Makosso, non loin du marché, au coeur du quartier populaire de la « cité africaine », dans le 1er arrondissement de Pointe-Noire..

On y offre des grillades de boeuf, brochettes de poisson, carpes, épinards, caviar de concombres, bananes frites... Des poissons aux légumes. Une particularité, tout est bio, les produits frais sont achetés chaque jour et ne sont pas congelés et les prix sont à la portée de toutes les bourses.

Depuis Pointe-Noire
Herman BANGI BAYO



Hausse des prix de carburant, de l'eau et de l'électricité au Congo

LE GOUVERNEMENT MAKOSSO II RATRAPÉ PAR SES MENSONGES

Depuis quelques temps au Congo, Anatole Collinet Makosso (ACM) s'est délibérément laissé happer par les fourches du diable en allant d'un mensonge à un autre, mensonges habituels du pouvoir de Mpila, en multipliant les plans les plus machiavéliques pour faire souffrir les populations congolaises. Il a ainsi jeté son dévolu sur le sadisme: il prend le prétexte du diktat du FMI pour justifier les déboires, la mauvaise gestion et la hausse des prix de carburant, de l'électricité et de l'eau. Abeaumentir qui vient de loin. Il est effarant de constater que l'annonce de l'augmentation des prix du supercarburant, de l'eau et de l'électricité n'a pas été préalablement mûrie, examinée et jaugée avant qu'elle ne soit livrée au public. Le gouvernement est pris dans son propre piège; il suffit de s'en tenir à l'aveu glissé dans une phrase de l'injonction (correspondance n° 230633/PMCG-CAB du 14 juillet 2023) assénée au Ministre d'État, Ministre du commerce des approvisionnements et de la consommation, Alphonse Nsilou, par le chef du gouvernement, pour voir à quel point l'impréparation fait partie du mode de gouvernance du pouvoir de Brazzaville. On ne peut pas comprendre qu'à ce jour, les mesures d'accompagnement ne soient pas prises. Un gouvernement responsable aurait déjà en amont pensé à créer des conditions idoines pour atténuer les souffrances des populations. Celui-ci avoue ne s'être pas encore déterminé « sur les niveaux d'augmentation à appliquer aux produits vendus... ». C'est de l'amateurisme, d'autant que l'injonction d'ACM a fait l'effet boule de neige. Claude Alphonse

Nsilou s'est empressé de réajuster le tir en s'adressant aux directeurs généraux des sociétés industrielles (correspondance n°00120/



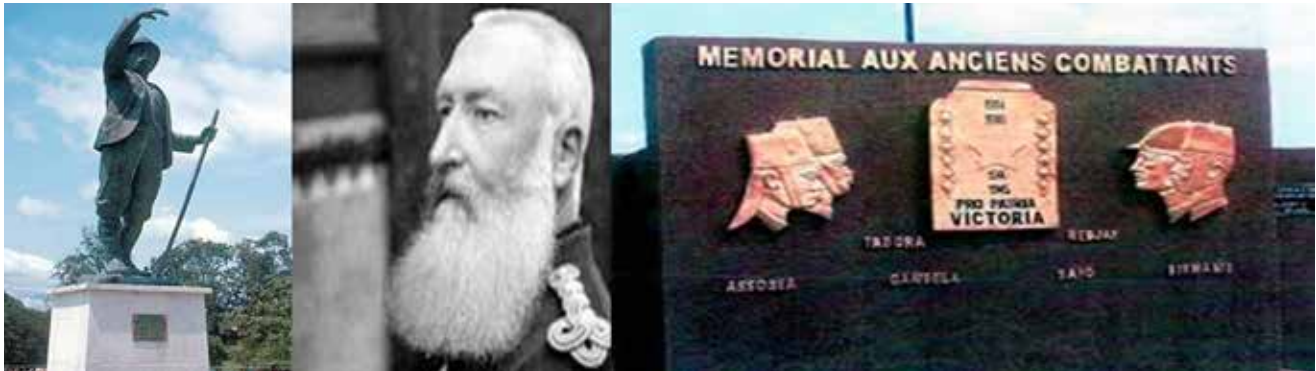
MCAC-CAB du 14 juillet 2023). Tout ceci fait désordre et illustre bien l'incompétence qui caractérise le gouvernement Collinet II. On en vient à croire que ACM n'a pas pris sur son gouvernement. Pourquoi ses ministres ne se sentent pas obligés de le renseigner ? Et que font donc les conseillers, les chargés de missions et le directeur de cabinet adjoint de la primature ? Ces soi-disant cadres, censés apporter une certaine expertise à la gestion des affaires publiques, n'ont pour nom que d'apparat. Les Congolais s'interrogent à juste titre sur leur rôle et leur fonction sinon celle qui consiste à arpenter les couloirs à longueur de journée et à attendre que de somptueux émoluments leur soient versés à la fin du mois. On n'est pas loin de penser que le premier ministre devient aveugle et sourd ou travaille en vase clos, et que le conseil de cabinet qu'il préside régulièrement est une arène où se tient un pugilat oratoire

cacophonique et discordant qui met en péril l'harmonie, l'entente et le chorus. ACM est vraisemblablement confronté à une crise d'autorité, et les exemples sont légion. Que le premier ministre, son gouvernement et les corrompus qui n'ont pas semble-t-il de choix face au diktat du FMI, nous disent s'ils ont réalisé l'audit de la SNPC, respecté la réduction du train de vie des dignitaires, respecté les 14 déclencheurs, etc., tels que exigés par le FMI ? Pourquoi alors vouloir augmenter seulement le carburant et autres en sachant que

cette décision va tuer à petits feux 80% des congolais? Il faut être dupe pour croire que les approches de l'économie néoclassique connues sous l'appellation de « consensus de Washington », avec les programmes d'ajustement structurel, ont déjà tiré les pays africains de la boue. Ce qui revient à dire que le Congo n'a pas besoin du FMI pour sortir du chaos. Il suffit que les dignitaires de Brazzaville ramènent l'argent planqué dans les paradis fiscaux et réduisent les émoluments des institutions y compris ceux des parlementaires et conseillers, s'ils ont encore un peu de fibre patriotique et de cœur. Nous en doutons jusqu'à preuve du contraire. Les journalistes, les vrais Hommes de Dieu, les universitaires bref, les congolais consciencieux doivent prendre leur destin en main s'ils veulent sortir de l'auberge.

Ghys Fortune BEMBA DOMBE

LÉOPOLDVILLE AU FIL DES TEMPS : DE 1923 À 2023



1. Les prémices

« Du mont appelé Khonzo Ikulu, Stanley vit les baobabs monstrueux qui dominent le paysage et sut qu'un jour, une ville énorme profiterait à leur place de hauts édifices égratignant cet horizon vermeil. Il vit la surface lisse et vide du lac couleur de perle et sut qu'un jour des flottes de navires le sillonnaient, pulvérisant sa nacre de leurs puissants remous (...).

au fond de son palais, Léopold II ayant marqué le nom de Léopoldville sur sa carte, y arrête longuement son regard. Car c'est ainsi que naquit Léopoldville » (Whymys, Léopoldville, son la histoire, 1881-1956, Bruxelles 1956, cité par Valérie Piette, ULB in Revue belge de Philologie et d'Histoire). Léopoldville est située au bord du Stanley Pool sur des bords de la baie de Ngaliema, endroit stratégique par excellence : facile à défendre, vue prenable sur le fleuve, terre marécageuse, à une altitude de 25 m au-dessus du fleuve et évidemment déjà carrefour commercial. Comme partout, ici aussi la ville dépend de son environnement autant qu'elle le façonne. Léopoldville correspond au schéma connu à toute ville coloniale implantée sur un rivage : elle possède rapidement des installations partenaires, un noyau résidentiel en bord du fleuve ou à flanc de colline, un centre commercial, le début d'une zone industrielle qui sera amenée à se développer dans les années à venir et des villages de travailleurs à proximité immédiate. Les industries

s'installent rapidement dans la cité. Les missions religieuses viennent bien vite compléter ce tableau de la ville coloniale : deux missions protestantes s'installent dès 1889, une mission catholique leur emboîte le pas. La guerre de 1914 - 1918 vient, paradoxalement peut être, donner un coup de fouet à la colonie. Coupé de sa Métropole, le Congo Belge connaît une relative prospérité. Léopoldville prospère. Les camions et les bateaux à moteur remplacent peu à peu les porteurs et les pirogues. Après la guerre, la Belgique meurtrie découvre une Léopoldville en plein essor qui s'est donné des airs de grande ville et commence à faire de l'ombre aux autres agglomérations congolaises. Elle commence à intéresser les architectes qui la perçoivent souvent comme un laboratoire de tous les possibles. (E. DREYFOND, « l'urbanisme au Congo » in Congo, Revue générale de la colonie belge, 1922).

2. Le temps de la Capitale

En 1923, la décision est officiellement prise de transférer la Capitale administrative de la colonie de Boma à Léopoldville. Cette décision montre l'importance prise par Léopoldville. Elle fait alors partie d'un plan de réformes établi par le Ministre des Colonies Louis Franck. Elle implique évidemment le transfert de la haute administration coloniale dans sa nouvelle capitale, qui se fera dans le fait en 1929 et donc la construction d'un nouveau

quartier administratif digne de ses ambitions. La pointe de Kalina est ciblée.

Le District de Léopoldville compte alors 2.500 européens dont 1.500 Belges, tandis que la population congolaise se chiffre à 30.000 âmes.

Malheureusement la crise économique de 1930 touche farouchement la colonie. Les architectes deviennent rares au sein de l'administration coloniale. Il faudra véritablement attendre l'après seconde guerre mondiale pour voir émerger une métropole « moderne ». Les gratte-ciels s'imposèrent et modifièrent profondément le paysage urbain. Au cours de la même année, par ordonnance du Gouverneur Général, le district urbain de Léopoldville est créé. La personnalité civile lui est reconnue, lui permettant ainsi de devenir une entité juridique séparée de la colonie et sa gestion est confiée à un Commissaire de district. Dans le district urbain est institué un Comité urbain composé, outre le Commissaire de district qui le préside, de différents membres qui doivent tous être de nationalité belge et posséder une résidence fixe dans l'agglomération. Le comité de Léopoldville comporte six membres effectifs et six suppléants tous désignés par le Gouverneur de province. Leur mandat est de deux ans et la fonction pas rémunérée.

Élections de 2023:

LA CENI ET LE CSAC D'ACCORD POUR UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE APAISÉE



Le Rapporteur de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), Patricia Nseya a eu une séance de travail avec le Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication (CSAC), Christian Bosembe ce vendredi 14 juillet à Kinshasa, au Bureau du dernier précité, situé à la Place Royale, dans la Commune de la Gombe. Leur entrevue a tourné autour des dispositions à prendre en cette période de dépôt des candidatures, mais aussi des directives aux médias toujours en rapport avec les élections.

Pour le patron du CSAC,

l'heure est venue pour les deux Institutions d'appui à la démocratie de cogiter ensemble

« **POUR LE PATRON DU CSAC, L'HEURE EST VENUE POUR LES DEUX INSTITUTIONS D'APPUI À LA DÉMOCRATIE DE COGITER ENSEMBLE POUR QUE LA PÉRIODE PRÉ-ÉLECTORALE, ÉLECTORALE ET POST-ÉLECTORALE N'ENREGISTRE AUCUN REGAIN DE TENSION.**

...

pour que la période pré-électorale, électorale et post-électorale n'enregistre aucun regain de tension.

» Les médias sont appelés à

jouer un rôle prépondérant pour que les élections soient apaisées», a-t-il insisté.

Quant au porte-parole de la Centrale Électorale, les médias doivent éviter de diffuser les activités des candidats qui amènent leurs militants aux Bureaux de réception et traitement des candidatures (BRTC), c'est proscrit par la loi.

Les deux personnalités ont convenu de mettre sur pied un cadre de concertation pour actualiser des documents comme le code de bonne conduite des Journalistes nationaux et internationaux, des directives aux médias en temps d'élections, mais aussi la gestion de la campagne électorale par leurs Institutions.

Le vœu émis par tous, est la gestion de sensibilisation des médias pour une cohésion nationale et le civisme électoral.

L'objectif est de renforcer le sentiment de vivre en commun par les Congolais et à consolider l'image d'un Congo uni et soudé, au-delà des confrontations électorales.

Quand MEDIAPART révèle le vrai visage de Jeune Afrique(JA)

« ...SAC À MERDE ET BRAS ARMÉ DE LA FRANÇAUFRIQUE »

Dans un violent article intitulé «Jeune Afrique: Racisme, chantages, escroquerie, mercenariat, rackets...perquisitions d'une maison close... », Médiapart, reconnu pour ses enquêtes pointues et ses publications explosives, fait des révélations inouïes sur Jeune Afrique(JA). Françafrique, Tyrannie, Mépris, corruption, colonisation, endoctrinement, Médiapart dit absolument tout au sujet du groupe de presse conduit par Béchir Ben Yahmed (BBY) depuis plus d'un demi-siècle, en prenant les cas du Cameroun, du Gabon, du Sénégal, du Tchad et de la Mauritanie. Le journal en ligne s'est d'abord interrogé sur l'apport de JA sur le continent africain. Pour lui, JA s'est enrichi sur le dos des Africains en s'alignant toujours sur les positions françaises:

«Les violons s'accordaient régulièrement entre BBY et Jacques Foccart qui révéla dans ses mémoires qu'il avait un rituel d'un dîner par mois avec le propriétaire de J.A» et même que Jacques Foccart avait désigné BBY comme son légataire testamentaire universel. Que peut-on donc attendre d'un héritier légal de Jacques Foccart? J.A fait clairement partie intégrante des réseaux Foccart avec la mission de salir, d'insulter les dirigeants et chefs d'État de la seule Afrique Noire. Depuis sa création, J.A n'a jamais traité un chef d'État Arabe de dictateur, de tueur, et pourtant tout le monde peut faire



son constat sur la réalité des pays arabes. J.A est la manifestation de la haine et de la soumission des seuls Africains noirs à la France. En dehors des opérations de chantage à l'encontre de chefs d'État africains, s'ajoute l'escroquerie qui fait que ce journal soit vendu deux fois. Chaque impression est d'abord présentée au chef d'État ou homme politique concerné avant d'être mis en kiosque. C'est ainsi qu'il permet de maintenir en négociation et mettre la pression sur les dirigeants noirs africains. Au Cameroun, un contrat pour la somme de 650 millions de FCFA à verser chaque année permet au régime de Paul Biya de bénéficier d'un traitement de faveur. Cette somme a été payée pendant 4 ans. Après le refus du Président camerounais de payer, J.A a pondu un dossier pour zapper et critiquer Paul BIYA. Au Sénégal, de vives tensions avaient opposé le régime de Diouf à BBY au sujet de la couverture de la crise qui a opposé le Sénégal à la Mauritanie en 1989. Les premiers papiers de J.A étaient une véritable lapidation médiatique du régime de Diouf. L'élite sénégalaise avait bien compris que BBY avait choisi

le camp de ses frères arabes. Le régime de Diouf paniqua et envoya une délégation pour négocier à coups de millions de FCFA. Le cas du Tchad peut se résumer à la personne du Président Habré, à son combat contre Khadafi et à la position de BBY. La façon dont BBY, un vieillard de 83 ans s'occupe personnellement, avec une haine féroce, à démolir l'image d'Hissein Habré (HH), a poussé ses propres collaborateurs noirs africains à s'interroger sur cette attitude raciste. Au Rwanda, pendant longtemps, le régime de Juvenal Habyarimana a signé d'importants contrats publicitaires, J.A a fait des affaires en or avec les auteurs du génocide. Désormais, on fait la cour à Kagamé, signature d'un contrat de 350 000 dollars, François Soudan exalte Paul Kagamé, désormais décrit comme ayant fait de son pays un paradis sécuritaire etc. Le Gabon d'Ali Bongo Ondimba a refusé d'assurer les fins du mois de l'hebdomadaire qui selon certains, le faisait sous Omar Bongo. Aujourd'hui, notre pays est sous la menace et les critiques de ce grand business qui a fait sa fortune dans l'intimidation, l'escroquerie, le racisme et la haine. Pour Médiapart, J.A reste un excellent outil d'endoctrinement des populations noires africaines au service de la France en Afrique (Françafrique) et qui a pour seule loi: «obéir ou mourir».

Auteur: Mediapart avec Times

PERTE DE MÉMOIRE : QUAND S'INQUIÉTER ?



Entrer dans une pièce et oublier ce que nous y cherchions, ou encore avoir le nom d'une personne sur le bout de langue... Sont autant de trous de mémoire frustrants, inquiétants et parfois, anodins. Si les pertes de mémoire sont courantes et arrivent à tout moment, elles suscitent une peur plus profonde chez les personnes âgées et leurs proches : celle d'une maladie neurodégénérative comme la maladie d'Alzheimer.

Alors, comment distinguer un simple oubli d'une perte de mémoire pathologique ? Comment fonctionne notre mémoire et la maintenir en bonne santé ? Cap Retraite fait le point sur quand faut-il s'inquiéter de ce type d'amnésie.

Pertes de mémoire : à quel âge doit-on s'inquiéter ?

Les trous de mémoire arrivent à tout âge et à tout moment. Néanmoins, les pertes de mémoire pathologiques sont plus fréquentes après 50 ans.

En effet, la mémoire est tout un ensemble de systèmes interconnectés qui traitent l'information en trois étapes : l'encodage, le stockage puis le rappel. Loin d'être parfaite, elle

peut défaillir au cours de la vie. Notamment par des oublis anodins comme l'endroit où l'on dépose ses clés, ou le contenu de sa liste de course. Ces troubles de la mémoire sont normaux. Ce sont des oublis bénins.

Trou de mémoire bénin Pour mémoriser, le cerveau doit faire un effort de concentration. Il doit donc être disponible et libéré de toute distraction. Or, les capacités attentionnelles (la faculté à se concentrer) diminuent physiologiquement à partir de 50 ans. Par exemple, un signe normal de vieillissement est d'oublier des noms ou des rendez-vous, mais de s'en souvenir plus tard.

Perte de mémoire soudaine: quels souvenirs s'oublent le plus vite ?

Dans le cerveau, les souvenirs sont traités dans plusieurs types de mémoire :

La mémoire immédiate retient une information ponctuelle. Pour s'en souvenir, il faut y prêter attention et se concentrer. Autrement, le cerveau la remplace par une information plus

pertinente. Par exemple, les noms propres sont des informations faciles à oublier puisqu'il est difficile de les contextualiser sans les relier à une connotation sémantique (une forme, une couleur, un moment, un univers).

La mémoire procédurale est celle des automatismes, comme faire de la bicyclette ou conduire... Cela ne s'oublie pas, à condition de continuer la pratique pour garder les réflexes et les procédures en tête.

La mémoire perceptible repose sur les sens. Pour s'en souvenir, il faut cultiver ces souvenirs olfactifs, visuels et gustatifs.

La mémoire épisodique ou autobiographique concerne les événements importants, récents ou anciens. Ces souvenirs comme ceux liés à l'enfance sont naturellement imprécis puisqu'ils représentent une période de quantité phénoménale de savoir. Avec l'âge, ce sont ces moments qui s'effacent de la mémoire en premier.

Perte de mémoire et changement de comportement

Avec une métamémoire affectée, les malades sont inconscients de leurs symptômes. C'est pourquoi ce sont généralement les proches qui remarquent et alertent sur le trouble cognitif. Le patient, lui, a

tendance à minimiser les oublis, à cacher les signes de démence et à refuser de consulter.

L'anxiété peut-elle favoriser la perte de mémoire ?

Il existe un lien entre l'anxiété et la perte de mémoire. En effet, les crises d'angoisse pathologique et le stress chronique entraînent une dégénérescence structurelle et une altération du fonctionnement de l'hippocampe et du cortex préfrontal, deux zones clés dans la mémorisation des informations.

Traiter ces personnes contre l'anxiété pourrait donc atténuer les soucis de mémorisation. Toutefois, il est conseillé d'éviter les antidépresseurs, car certains de ces tranquillisants peuvent avoir un effet amnésiant. C'est le cas des anxiolytiques (Valium, Lexomil, Xanax, etc.), utilisés pour lutter contre les troubles du sommeil ou l'anxiété. Un effet secondaire qui, sur la durée, pourrait déclencher une maladie d'Alzheimer. C'est pourquoi leur consommation doit rester ponctuelle et contrôlée par un médecin traitant. Excepté les traitements prescrits aux patients atteints d'Alzheimer, il n'existe pas de médicament ou d'aliment pour entretenir ou restaurer la mémoire, dont l'efficacité a été

prouvée.
Comment distinguer un oubli normal d'un symptôme grave ?

Les enfants me disent que je me répète alors que je ne m'en souviens pas.

La répétition involontaire d'information est un signe de trouble léger de la mémoire qui justifie une visite chez le médecin.

Parfois, un état anxieux ou dépressif amplifie la gravité des plaintes.

Il faut distinguer : l'inquiétude pour sa propre mémoire et son fonctionnement réel, précise le neurologue Dr Stéphane Epelbaum

L'inquiétude liée à sa mémoire peut venir de son dysfonctionnement, mais aussi de la compréhension que l'on a de son fonctionnement. Une sorte d'introspection appelée métamémoire, explique-t-il.

Consulter ses proches Si aucune plainte de mémoire n'est à négliger, celle qui émane de l'entourage est particulièrement importante. En effet, le rôle des proches est crucial pour distinguer le trouble de mémoire bénin des oublis plus pathologiques, voire d'autres comportements, annonciateurs de problèmes de santé, ou symptômes d'une maladie.

Des pertes de mémoire de plus en plus fréquentes.

Les tâches du quotidien sont difficiles à exécuter (gestion administrative, finance, rangement...).

Des changements de comportement brutaux (humeur, dépression)

Une perte de raisonnement, des difficultés à planifier.

Des troubles de la parole (difficulté d'articulation et de compréhension des mots).

Afin de rester objectif, interroger ses proches aide à mesurer le degré de gravité de la perte de mémoire.

Que faire en cas de perte de mémoire inquiétante ? Même si des trous de mémoire sont rarement précurseurs de démence, il est normal de consulter votre médecin traitant en cas d'oublis persistants. Ce dernier peut vous faire passer quelques tests, comme le test de l'horloge ou le test des 5 mots. En fonction des résultats, vous serez dirigé vers une consultation mémoire.

Une consultation mémoire est un test neuropsychologique plus approfondi d'1h30 à 2h effectué par un neurologue gériatre psychiatre. L'analyse se base sur les domaines plus intellectuels, autour du langage, de la gestuelle, de la concentration et de l'environnement.

Comment entretenir sa mémoire et réduire les risques de démence ?

Entretenir sa mémoire reste l'unique solution pour retarder le syndrome de la perte de mémoire pathologique. Pour cela, favorisez la création de liens et restez attentif aux informations. Stimulez votre cerveau régulièrement avec des activités cérébrales et cognitives :

Faire des mots croisés et jouer à des jeux de société.

Rédiger ses mémoires, lire.

Dessiner, jouer d'un instrument ou écouter de la musique.

Se cultiver et cultiver ses relations sociales (se former, apprendre une langue étrangère, etc).

Sortir de chez soi, aller à des expositions.

Discuter avec ses petits-enfants, toujours curieux et pleins de questions sur vos expériences passées.

Rester actif.

Pratiquer une activité physique régulière : travailler sur le système cardiovasculaire évite

les lésions dégénératives liées aux troubles de mémoire.

Avoir une bonne qualité de sommeil pour consolider les informations.

Si la perte de mémoire peut intervenir à tout âge, s'inquiéter et avoir conscience de ce trouble est plutôt bon signe. Par contre, si l'entourage vous alerte à propos d'oublis et d'autres comportements étranges et inhabituels, écoutez cette personne et demandez l'avis de votre médecin.

Dr. Stéphane Epelbaum

TOUS LES MÉDICAMENTS NE SONT PAS EN PHARMACIE_

- 01- L'exercice physique est un médicament.
- 02- Le jeûne est un médicament.
- 03- La nourriture naturelle est un médicament.
- 04- Le rire est un médicament.
- 05- Les légumes sont des médicaments.
- 06- Le sommeil est un médicament.
- 07- La lumière du soleil est un médicament.
- 08- Aimer les autres est un médicament
- 09- S'aimer soi-même, est un médicament.
- 10- La gratitude est un médicament.
- 11- Abandonner l'offense est un médicament.
- 12- La méditation est un médicament.
- 13- Lire et étudier la Parole du créateur est un médicament.
- 14- Manger bien, à temps et sans excès est un médicament.
- 15- Penser juste et bien penser avec un bon état d'esprit est un médicament.
- 16- Faire confiance au créateur est un médicament
- 17- Les bons amis sont des médicaments.
- 18- Pardonner à soi-même et pardonner aux autres sont des médicaments.
- 19- Boire beaucoup d'eau est un médicament.
- 20- Un cœur paisible est un médicament.

PRENEZ SUFFISAMMENT CES MÉDICAMENTS ET VOUS AUREZ RAREMENT BESOIN DE CEUX DES PHARMACIES. C'EST MON GESTE D'AMOUR.

JANE BIRKIN EST MORTE DIMANCHE À L'ÂGE DE 76 ANS

La chanteuse avait récemment annulé des concerts pour des raisons de santé. Jane Birkin reste l'Anglaise préférée des Français, indissociable de Serge Gainsbourg dont elle fut la muse et l'ambassadrice. Jane Birkin est décédée à l'âge de 76 ans. Selon nos informations, elle a été retrouvée sans vie à son domicile parisien ce dimanche., à 11 heures par sa femme de vie. La chanteuse avait récemment annulé des concerts pour des raisons de santé. « J'ai toujours été une grande optimiste, et je me rends compte qu'il me faut encore un peu de temps pour être de nouveau capable sur scène et avec vous », écrivait-elle dans un communiqué en mai annonçant les annulations. Née à Londres en 1946, elle s'était installée en France à la fin des années 1960. Naturalisée française, elle a toujours gardé son accent britannique et son timbre de voix reconnaissable entre mille. Après un premier mariage avec



le compositeur John Barry, avec qui elle aura une fille Kate, décédée en 2013, elle rencontre Serge Gainsbourg. Ils vont former ensemble un couple iconique, qui la propulsera au sommet du hit-parade en 1969 avec l'inoubliable duo « Je t'aime... moi non plus ». Née à Londres en 1946, elle s'était installée en France à la fin des années 1960. Naturalisée française, elle a toujours gardé son accent britannique et son timbre de voix reconnaissable entre mille. Après un premier mariage avec

le compositeur John Barry, avec qui elle aura une fille Kate, décédée en 2013, elle rencontre Serge Gainsbourg. Ils vont former ensemble un couple iconique, qui la propulsera au sommet du hit-parade en 1969 avec l'inoubliable duo « Je t'aime... moi non plus ». De ses dix ans d'union avec Serge Gainsbourg est née une fille, Charlotte Gainsbourg, en 1971. Après cette rupture, l'Anglaise préférée des Français a partagé la vie, de 1980 à 1992, du réalisateur Jacques Doillon, avec lequel elle

a une fille, Lou Doillon Chanteuse, mais aussi actrice, scénariste et réalisatrice, elle a joué dans de nombreux films, comme La Piscine, Don Juan 73 ou La Fille prodigue, et s'était aussi essayée au théâtre. En septembre 2021, la mère de Charlotte Gainsbourg avait déjà été contrainte d'annuler des concerts après avoir été victime d'une forme légère d'accident vasculaire cérébral. « Je suis sur pieds et bien », nous rassurait-elle dans une interview au Parisien.

WEMBANYAMA À LA CONQUÊTE DE NBA

Si tout le monde avait les yeux braqués sur Victor Wembanyama au cours de la Summer League, c'était tout particulièrement le cas pour ses coéquipiers de San Antonio qui ont pu observer son talent de près. Et leurs réactions après ces deux matchs du Français en disent long sur ce qu'ils pensent de lui !

Le premier galop d'essai face aux Hornets fut mi-figue mi-raison, avec une grosse panne d'adresse au tir mais une très belle présence dans sa moitié de terrain. Le second match face aux Blazers était digne de ses dingeries en Betclac Elite et a achevé d'enflammer les fans NBA. Comme on pouvait s'y attendre, Victor Wembanyama n'a vraiment laissé personne indifférent pour ses débuts aux États-Unis.

Si les fans et les journalistes donnent leur avis sur le prodige tricolore depuis belle lurette, le plus intéressant reste encore d'écouter les joueurs parler de lui et notamment ses coéquipiers aux Spurs. Appelé à devenir le patron de l'équipe dans les mois à venir, l'ancien des Mets a en tout cas fait forte impression, à en croire Jeremy Sochan et Julian Champagnie qui se sont exprimés sur lui face aux médias :



Les joueurs des Spurs soufflés par le talent de Victor Wembanyama Jeremy Sochan : On va s'éclater cette saison. Je suis impatient de jouer avec lui. Il est si long, c'est dingue.

Julian Champagnie : C'est vraiment dur de shooter ou d'obtenir quoi que ce soit près de lui. Et puis Vic est vraiment cool, c'est un compétiteur et on essaie de créer une alchimie sur le terrain. J'aime vraiment jouer avec lui.

C'est ce qu'on appelle marquer des points d'entrée de jeu pour Wemby ! Avoir le respect et la confiance de ses coéquipiers sera primordial pour le MVP du championnat de France, lui qui va faire face à une énorme pression sur les parquets l'an prochain. La bonne

nouvelle, c'est que ses teammates sont donc enthousiastes à l'idée de jouer avec lui, Blake Wesley en rajoutant une couche sur le phénomène :

Lors du 1er entraînement, j'étais là : « Wow ! » Je n'avais jamais joué avec quelqu'un comme lui. Il est si long et athlétique. A un moment il a pris un rebond et est remonté direct en windmill comme si de rien n'était. J'étais là à me demander : « Comment est-ce qu'il a fait ça ?! » Il apporte énormément à l'équipe et je suis reconnaissant de l'avoir comme coéquipier.

C'est un gros bosseur. Il écoute, il est facile à coacher, tout ce que vous voulez chez quelqu'un de talentueux. Je suis vraiment excité de continuer à jouer à ses

côtés.

Décidément, il semblerait que l'ancien protégé de Vincent Collet ait fait un carton plein dans le Texas. Ne reste plus qu'à espérer que la connexion avec Gregg Popovich soit identique, à l'image de ce que le légendaire coach avait pu faire avec Tim Duncan.

En attendant de découvrir la saison régulière avec les Spurs, Victor Wembanyama va surtout avoir le temps d'apprendre à connaître ses nouveaux coéquipiers. Ça tombe bien, ses derniers semblent sous le charme après ses deux premières sorties sous ses nouvelles couleurs, un signe encourageant pour la suite.

LA RDC BAT LE NIGERIA ET SE QUALIFIE POUR LES DEMIE-FINALES



Les Léopards de la RDC continuent leur parcours sans faute à la deuxième édition de l'AFROCAN qui se déroule à Luanda en Angola. Dans un match de quarts de finale très serré contre les D-Tigers du Nigeria, les Léopards l'ont remporté par 74 points contre 72.

Les Congolais ont dominé l'équipe adverse lors du premier quart-temps en remportant cette étape avec un score de 31 à 19. Cependant, les trois autres quart-temps ont été en faveur du Nigeria, avec 14

points contre 18 lors du deuxième quart-temps, puis 14 points contre 17 et enfin 14 points contre 18.

Après cette victoire, les Léopards affronteront le Maroc en demi-finale le vendredi 14 juillet à 15h00. La RDC, championne en titre après son brillant sacre au Mali en 2019, vise une place en finale pour défendre son titre.

Signalons que depuis le début de la compétition la RDC n'a perdu aucun match. En phase

des groupes, la RDC a battu le Mozambique 77-58 lors de la deuxième journée et gagné 70-63 contre le Cameroun lors de la première journée.

A noter que l'AFROCAN est la nouvelle compétition des équipes nationales africaines mise en scène par Fédération Internationale de Basket-ball (FIBA) Afrique. La compétition est

réservée à tous les joueurs évoluant sur le continent africain.

Dans sa conception, la compétition donne l'occasion aux joueurs évoluant sur le continent de se mettre en valeur et d'être à la fois plus performants et plus compétitifs.

Reagan Nsiese

CAN 2023 (Q)

LES LÉOPARDS BATTENT LA MAURITANIE PAR FORFAIT ET PASSENT PREMIERS DU GROUPE



Les Léoards de la RD Congo s'en sortent vainqueurs dans la bataille face à la Mauritanie dans les bureaux de la Confédération Africaine de Football. L'instance faîtière du football sur le continent a rendu sa décision après la requête du Congo.

La décision est lourde de conséquence pour la Mauritanie. Elle vient de perdre par forfait ses deux matchs face à la RD Congo. À la faveur de cette décision, les Léoards récupèrent la première place du groupe avec 9 points pour 5 matchs joués. La Mauritanie

avait aligné Khadim Diaw de manière irrégulière.

Avant la 6ème journée prévue en septembre contre le Soudan, la RD Congo peut dormir tranquille. Les fauves n'auront besoin que du nul pour valider leur qualification à

la prochaine Coupe d'Afrique des Nations dont la phase finale est prévue en Côte d'Ivoire en 2024.

PROLONGATION

FESPAM 2023

UNE CÉRÉMONIE D'OUVERTURE HAUTE EN COULEURS



Le président de la République a donné, le 15 juillet, le coup d'envoi de la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam). « Que la fête soit belle », a lancé Denis Sassou N'Gusso dans un stade Alphonse-Massamba-Débat illuminé aussitôt par un impressionnant feu d'artifices avant le début d'un show palpitant de plusieurs heures. Auparavant, le maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, le commissaire général du Fespam, Hugues Gervais Ondaïe,

le représentant de l'Unesco, Paul Coustere, saluaient tour à tour la fête de la musique africaine. La ministre de

« **CE FESTIVAL EST L'OCCASION DE REPENSER ENSEMBLE LA CONSERVATION DE NOTRE PATRIMOINE MUSICAL, MAIS AUSSI DE POSER LES BASES QUI PERMETTRONT DE STRUCTURER LES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATRICES...** »

l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs, Lydie Pongault, a indiqué pour sa part : « Ce festival est l'occasion de repenser ensemble la conservation de notre patrimoine musical, mais aussi de poser les bases qui permettront de structurer les industries culturelles et créatrices ».